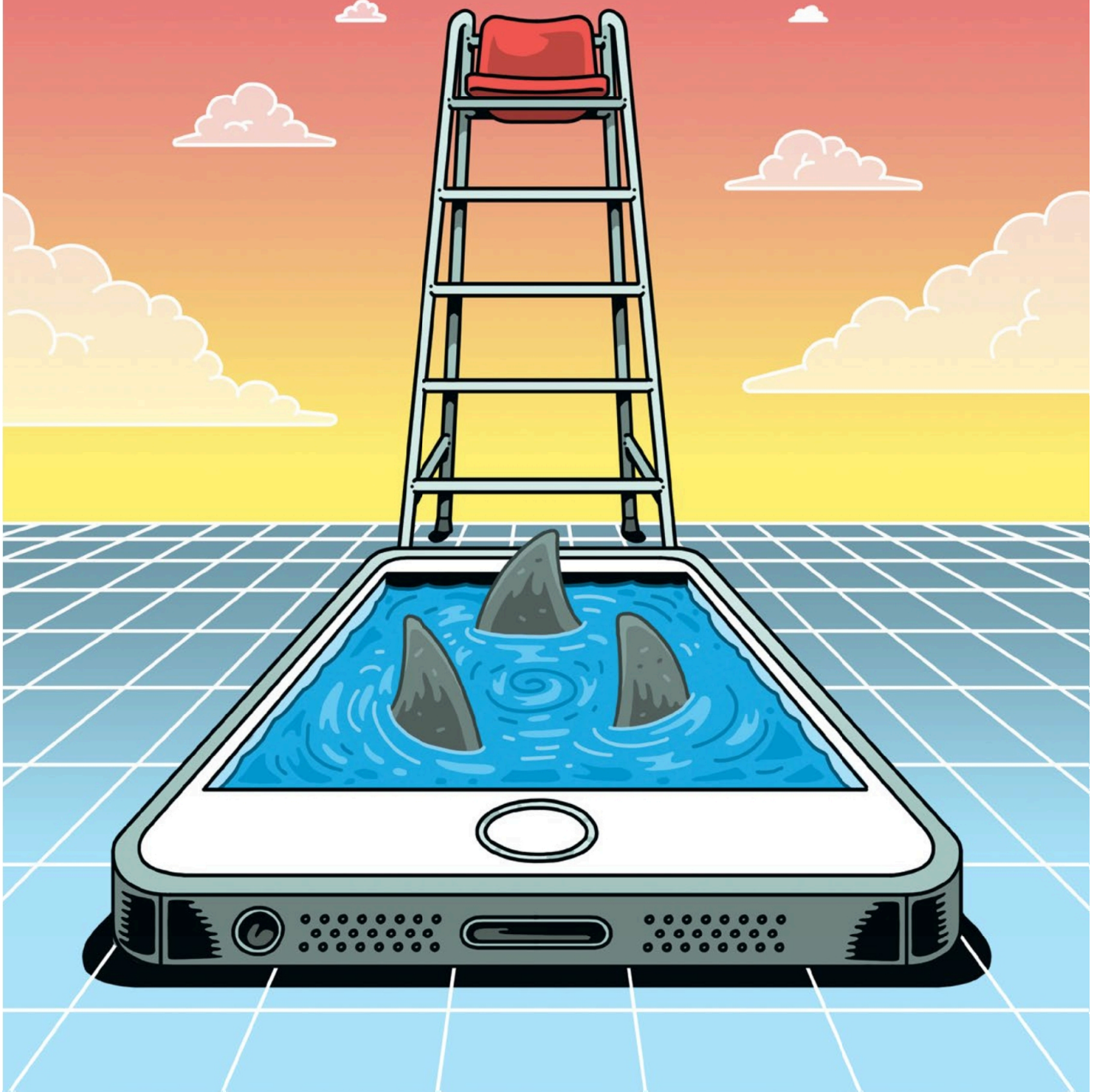


Tutelle numérique



Votre père s'est encore fait installer une pompe à chaleur et vous recevez des marées de messages problématiques de votre grand-mère sur Messenger: le signe, peut-être, qu'il est temps de prendre le contrôle de leurs téléphones.

PAR YASMINE CHOUKAIRY

ILLUSTRATION: OLIVIER HEILIGERS POUR SOCIETY

Dans

son appartement du XII^e arrondissement de Paris, Emmanuelle n'en croit pas ses oreilles. Atablée devant le petit déjeuner, sa mère, Danièle, 76 ans, *“une mamie capable de traverser la France dans sa Clio, pied au plancher, pour rendre visite à ses petits-enfants”, “indépendante” et “peu dépensière”,* se tortille, mal à l'aise. Elle vient de lui avouer avoir investi l'intégralité de son assurance-vie dans de la cryptomonnaie. Soit la coquette somme de 21 000 euros, fruit d'économies minutieuses. Danièle, qui rêvait depuis toujours d'une croisière de luxe Ponant, explique à sa fille avoir reçu un e-mail d'une banque soi-disant spécialisée en cryptomonnaie, lui proposant de faire fructifier son argent de manière spectaculaire, alors même qu'elle se demandait comment réunir les 3 000 euros manquants pour embarquer sur

le navire de son choix. Après une courte hésitation, elle effectue un premier transfert de 1 000 euros. Elle observe sa mise doubler en un temps record sur une plateforme de placement – fictive, comme elle le comprendra plus tard –, puis décide de faire tapis. Au moment où elle en parle à Emmanuelle, le deuxième virement vient tout juste de partir. Il est déjà trop tard.

Cette naïveté ne ressemble pourtant pas à Danièle. Cette Varoise au caractère bien trempé manie les outils numériques sans trop de difficulté et s'intéresse même à l'économie boursière. Dans les années 1980, elle a suivi une formation pour apprendre à investir son argent en bourse et réaliser de petits placements. Elle est pourtant tombée dans le panneau. *“On a découvert qu'elle entretenait une vraie relation téléphonique avec ses arnaqueurs, détaille aujourd'hui Emmanuelle. Elle était clairement sous le charme de ces deux hommes qui présentaient bien, de leurs bonnes manières.”* Il faudra plusieurs mois à Danièle pour comprendre et admettre son erreur. Sa fille, elle, se retrouve dans une position inconfortable. D'abord, elle doit avertir la famille de la situation. Car si les parents d'Emmanuelle sont séparés depuis belle lurette, ils sont toujours mariés et liés par le régime de la communauté réduite aux acquêts. En clair, leurs biens sont partagés, comme par exemple la maison familiale à quelques minutes de la mer, où vit Danièle. *“Quand je lui ai dit qu'il fallait en parler à papa, elle m'a demandé de me mêler de mes affaires, avant de me raccrocher au nez”,* se souvient Emmanuelle. Qui finit tout de même par avertir son père. La possibilité de la mise sous tutelle de Danièle, évoquée pour la première fois, est rapidement balayée: mis à part son excès de naïveté, elle n'est pas un réel danger pour elle-même.

Emmanuelle doit néanmoins trouver le moyen de garder un œil sur sa mère, qui habite à plus de 800 kilomètres de chez elle. Pour la première fois, elle décide de l'espionner à distance. *“Je me suis demandé si elle continuait à se faire arnaquer. J'ai alors décidé d'ouvrir sa boîte mail, qu'elle avait consultée sur mon ordinateur et dont elle ne s'était pas déconnectée.”* Elle découvre que Danièle continue d'écrire à ses bourreaux. *“Visiblement, elle n'arrivait plus à joindre les deux escrocs. Elle leur a écrit un message accusateur, leur disant que lorsqu'ils avaient besoin de prendre son argent, ils étaient joignables...”* Attristée pour sa mère, Emmanuelle n'ose pas lui en parler ni lui avouer qu'elle a lu ses e-mails. *“Je me suis sentie un peu coupable de l'avoir espionnée, mais c'était pour la protéger.”* À cause d'une mauvaise chute, Danièle marche aujourd'hui avec difficulté. Dans sa coquette maison baignée par le soleil du Midi, elle peine à franchir les quelques marches qui séparent sa chambre du salon. Il faudrait la réaménager, mais ses 200 euros de retraite ne le lui permettent pas. Ses 21 000 euros d'épargne, eux, se sont évaporés dans la nature. Définitivement.

Éthique ou pas éthique?

Danièle est loin d'être un cas isolé. La question de la vulnérabilité de nos aînés, peu sensibilisés aux usages numériques, est préoccupante. Selon le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), les escroqueries en ligne sont en progression rapide en France, le nombre de victimes étant passé de 250 900 en 2016 à 411 700 en 2023, soit une hausse de 64% en sept ans. Les personnes âgées de plus de 75 ans en sont régulièrement la cible (elles représentaient 9% des victimes en 2016, 11% en 2023). Selon l'Insee, en France, 67% d'entre elles disent d'ailleurs éprouver des difficultés avec

les outils digitaux. Et elles ne se contentent pas de taper à un doigt sur leur téléphone, lunettes sur le bout du nez, divulguant leurs codes bancaires au premier venu: une étude de la revue *Science Advances* a montré que les utilisateurs de Facebook âgés de plus de 65 ans partageaient jusqu'à sept fois plus de fausses informations que les jeunes de 18 à 29 ans. Une faiblesse qui inquiète leurs enfants, comme Emmanuelle, et les conduit à s'interroger: faut-il mettre les parents sous tutelle numérique?

Ancienne assistante de recherche au CNRS, aujourd'hui retraitée à Paris, Mireille*, 86 ans, était il y a quelques années encore une grand-mère active, grande lectrice, fréquentant régulièrement le cinéma d'art et d'essai à côté de chez elle. Depuis, le Covid et la solitude de ses confinements sont passés par là, et sa santé physique s'est détériorée. Elle s'est mise à passer beaucoup, beaucoup de temps devant les écrans. Chez elle, la télévision crache constamment les voix des polémistes de CNews. Munie de son iPad et de son smartphone, elle scrolle à l'infini sur les réseaux sociaux. Elle est inscrite sur Facebook, Instagram, et même TikTok. Sa petite-fille, Camille, étudiante en sociologie, a pu mesurer l'évolution de son comportement. Désormais, Mireille lui envoie chaque jour via Messenger une quarantaine de messages, tous plus lunaires les uns que les autres: contenus complotistes, islamophobes, antisémites... tout y passe. Plus l'IA progresse, moins Mireille parvient à distinguer le vrai du faux, et plus les messages se corsent. Camille a décidé d'intervenir. Avec son cousin et sa cousine, ils se rendent régulièrement chez leur aïeule, ouvrent discrètement Facebook sur sa tablette et likent méticuleusement des publications de médias indépendants de gauche. À l'inverse, ils la retirent de pages qu'ils considèrent comme problématiques et la désinscrivent de groupes islamophobes ou complotistes... À six mains, ils nettoient ainsi scrupuleusement l'algorithme de ses réseaux sociaux. *"Ça fait deux ans que l'on fait ça à l'insu de mémé. En général, je profite qu'elle soit devant la télé pour emprunter son téléphone, qui n'a pas de code."* Elle ne souhaite pas que leurs parents l'apprennent, car, elle le sait, *"ce n'est pas vraiment éthique"*. Dans la relation entre l'aidant(e) et l'aidé(e), la question du consentement est essentielle, relève Thierry Calvat, sociologue spécialiste des solidarités, président de l'association Juris Santé et cofondateur du cercle Vulnérabilités et Société, un *"think & do tank indépendant"*: *"Décider, en tant qu'aidant, de rétablir le droit et l'ordre contre la volonté d'une personne en perte d'autonomie me paraît effectivement difficile à justifier du point de vue éthique."* Selon lui, la solution réside plutôt dans l'anticipation. *"Un aidant gère les problèmes à mesure qu'ils se présentent. Idéalement, il faudrait introduire la notion de contractualisation dans la relation avec l'aidé. Si vous êtes face à une personne dont les capacités cognitives sont encore intactes, mais qui est consciente qu'elles pourraient bientôt être altérées, il faut identifier avec elle les critères à partir desquels il conviendra d'agir ou non."*

Un nouveau marché

C'est dans cette logique d'anticipation que le Club de la presse Occitanie a initié il y a deux ans Esprit*Critik Seniors, un programme destiné à renforcer l'esprit critique de personnes âgées face à l'information et aux médias. Son président,

Dominique Antoni, compte déjà une quinzaine de formations dans le département de l'Hérault. *"Pour être à la page et entretenir un lien fort avec leur famille, beaucoup de grands-parents emploient les réseaux sociaux. Mais ils sont très sensibles aux fake news. On a l'impression que plus c'est gros, plus ça passe."* Sous la forme d'ateliers interactifs, un duo formé d'un(e) journaliste et d'un(e) communicant(e) aborde la question des *fake news* et théories du complot, et introduit à la pratique du *fact checking*.

Les failles numériques des seniors ouvrent un nouveau marché. Le prestataire de dépannage informatique Super Geek propose par exemple, pour 11,90 euros TTC par mois, un accès quotidien et illimité (sauf le dimanche) à une assistance téléphonique immédiate en cas de pépin numérique. Dans les faits, il s'agit aussi de décharger les aidants. *"Beaucoup de seniors attendent que*

"Ça fait deux ans que l'on fait ça à l'insu de mémé. En général, je profite qu'elle soit devant la télé pour emprunter son téléphone"

Camille, étudiante

les enfants ou petits-enfants viennent le week-end pour réparer leurs bêtises ou les aider à faire tout ce qu'ils ne sont pas parvenus à réaliser pendant la semaine, détaille Olivier Laury, directeur général de l'entreprise. *Jusqu'à un certain âge, dans la relation parent-enfant, c'est le parent qui conseille et l'enfant qui écoute. Vivre un renversement soudain de la situation est souvent difficile."*

Aux États-Unis, certains n'hésitent pas à employer les grands moyens. Sur le site de Koelsch Communities, entreprise américaine spécialisée dans l'habitat pour seniors qui compte près de 40 résidences réparties dans huit États, un article au nom explicite – *"Comment surveiller le smartphone d'un parent âgé: la sécurité numérique pour les seniors"* – détaille les différents moyens de protéger la vie en ligne de ses

parents. L'un d'eux: installer un mouchard sur leur smartphone à leur insu. Plusieurs applications sont citées, comme KidsGuard Pro, un outil – également disponible en France – de contrôle parental, initialement élaboré pour garder un œil sur les activités en ligne de... son enfant. Conçu pour fonctionner en mode furtif sur l'appareil cible, il est difficilement détectable et permet de suivre la localisation, de surveiller les réseaux sociaux et même d'enregistrer les appels de la personne qui utilise le smartphone. Une pratique déjà bien installée outre-Atlantique, en témoignent les nombreuses discussions à ce sujet sur la plateforme Reddit. *"Quelqu'un a réussi à mettre des contrôles sur l'iPhone d'un de ses proches? Y a-t-il un moyen de surveiller ses messages? Je ne veux pas faire ça, mais j'ai peur que ma mère détruise accidentellement tout le travail que je fais pour sécuriser ses finances pour ses soins de longue durée"*, demande un utilisateur. En réponse, des dizaines d'internautes eux aussi concernés par la question échangent sur les meilleures méthodes pour contrôler les activités numériques de leurs proches vieillissants, sans que personne ne s'interroge sur la moralité de la pratique. À Paris, Camille ne tremble pas non plus. *"Si je n'habitais pas la même ville que ma mamie, je l'aurais fait, sans hésiter."* ● TOUS PROPOS

RECUEILLIS PAR YC

*Insee, enquête TIC ménages 2019, RP 2016

**Le prénom a été changé.